

**Art. 23.** Artikel 128 wordt aangevuld als volgt :

« Dit artikel is niet van toepassing op de adviezen uitgebracht krachtens artikel 125, 7°. »

**TITEL III.** — *Wijziging van het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II*

**Art. 24.** In Hoofdstuk II. – Behoudsnormen van het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II, wordt artikel 9, opgeheven bij het koninklijk besluit nr. 438 van 11 augustus 1986, in de volgende lezing hersteld :

« Art. 9. Elke gegroepeerde basisoptie die slechts in het alternerend onderwijs georganiseerd wordt in de derde graad van de kwalificatieafdeling van het technisch onderwijs of in de derde graad van het beroepsonderwijs, moet ten minste 4 leerlingen tellen in het eerste jaar van de graad. Elke gegroepeerde basisoptie die slechts georganiseerd wordt in het alternerend onderwijs in het zevende vervolmakings- of specialisatiejaar van het technisch onderwijs, moet ten minste 4 leerlingen tellen. Het geheel van de gegroepeerde basisopties die slechts in het alternerend onderwijs georganiseerd worden in het zevende jaar van het beroepsonderwijs, moet ten minste 4 leerlingen tellen. Nochtans, wat betreft het zevende vervolmakings- of specialisatiejaar van het technisch onderwijs en het zevende jaar van het beroepsonderwijs, moet dit minimaal aantal naar 3 leerlingen gebracht worden of één leerling als hij/zij gebruik maakt van de mogelijkheid bedoeld in artikel 5, tweede lid, 2°, b) of c). »

**Art. 25.** Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 september 2009.

Brussel, 26 maart 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs,  
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,  
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,  
C. DUPONT

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
M. TARABELLA

Nota

(1) *Zitting 2008-2009*

*Stukken van het Parlement.* — Voorstel van decreet, nr. 666-1. — Verslag nr. 666-2.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming.- Vergadering van 24 maart 2009.

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 2446

[C - 2009/29356]

### 30 AVRIL 2009. — Décret relatif aux actions en matière d'alphabétisation et d'insertion dans l'enseignement de promotion sociale (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent décret, on entend par :

- **Public infra-scolarisé** : les personnes de plus de 18 ans n'ayant jamais été scolarisées ou n'ayant pas acquis ou conservé, dans leur langue maternelle, les compétences correspondantes à celles sanctionnées par le certificat d'études de base.
- **Association** : une association au sens de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, telle que modifiée par la loi du 2 mai 2002 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations.
- **Unité de formation** : une unité de formation est constituée d'un cours ou d'un ensemble de cours qui sont regroupés parce qu'ils poursuivent des objectifs communs et constituent, dès lors, un ensemble pédagogique au niveau de l'acquisition de connaissances et/ou de savoir-faire.
- **Périodes A et B** : une période correspond à 50 minutes. La période B appartient à la catégorie B qui comprend les périodes d'enseignement secondaire inférieur et la période A appartient à la catégorie A qui comprend les périodes d'enseignement secondaire supérieur dans l'Enseignement de Promotion sociale de régime 1.
- **FLE** : se rapporte aux unités de formation de Français langue étrangère.
- **CEB** : certificat d'études de base.
- **Accord de coopération** : l'Accord de coopération du 2 février 2005 relatif au développement de politiques concertées en matière d'alphabétisation des adultes conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale.

**Art. 2.** Le présent décret a pour objet d'augmenter l'offre de formations en alphabétisation, en FLE ainsi que la formation donnant accès au CEB dans les établissements d'Enseignement de Promotion sociale organisés ou subventionnés par la Communauté française et d'augmenter le nombre de formations en alphabétisation en milieu carcéral en privilégiant un partenariat entre l'Enseignement de Promotion sociale et des associations opérateurs d'alphabétisation en milieu carcéral afin d'aller à la rencontre des publics « infra-scolarisés ».

**Art. 3.** Le Gouvernement détermine annuellement le nombre de périodes à consacrer aux actions reprises à l'article 2 avec un maximum de 20 000 périodes B prises sur la dotation de l'Enseignement de Promotion sociale.

Ces périodes sont réparties annuellement comme suit :

- a) une partie, à concurrence de 50 % des périodes de chaque unité de formation concernée est affectée aux établissements d'Enseignement de Promotion sociale ayant manifesté ou manifestant leur intérêt pour l'alphabétisation des adultes suivant les modalités fixées à l'article 4;
- b) une partie à concurrence de 3 200 périodes B, qui correspondent à 4 équivalents temps plein, est affectée à l'organisation de formations en alphabétisation en milieu carcéral. Celles-ci seront doublées par l'intervention du Fonds social européen durant la programmation 2007-2013. L'utilisation de ces périodes est assurée conjointement par les établissements d'Enseignement de Promotion sociale retenus et les associations travaillant en milieu carcéral suivant les modalités déterminées par le Gouvernement;
- c) le solde des périodes est affecté aux formations de base de français langue étrangère (FLE) niveau UFDA et UFDB et à la formation donnant accès au CEB.

**Art. 4.** Le Gouvernement fixe annuellement, sur proposition du Comité de pilotage défini à l'article 8, les critères et modalités d'octroi des périodes aux établissements d'Enseignement de Promotion sociale. Ces critères et modalités tiennent compte des besoins démontrés par les établissements afin de répondre aux objectifs prioritaires de l'Accord de coopération ainsi que des états des lieux publiés par la Commission de Pilotage permanent pour l'alphabétisation des adultes.

**Art. 5.** Le Gouvernement détermine annuellement les unités de formation éligibles ainsi que leur ordre de priorité afin de rencontrer les objectifs prioritaires de l'Accord de coopération précité.

**Art. 6.** Les périodes prévues à l'article 3 sont octroyées aux établissements de l'Enseignement de Promotion sociale par le Gouvernement, sur proposition du Comité de pilotage. Ces périodes correspondent à 50 % des périodes nécessaires à l'organisation des formations. Les 50 % restants sont pris en charge par les établissements.

**Art. 7.** Toute action de formation mise en place en milieu carcéral conformément à l'article 3 alinéa 1<sup>er</sup>, b) du présent décret fera l'objet d'une convention entre le chef d'un établissement de l'Enseignement de Promotion sociale organisé par la Communauté française ou le pouvoir organisateur, ou son délégué, pour l'Enseignement de Promotion sociale subventionné par la Communauté française et une association opérateur d'alphabétisation en milieu carcéral tel que reprise à l'article 2.

Le modèle de convention est fixé par le Gouvernement.

**Art. 8.** Un Comité de pilotage est institué par le présent décret.

Il a pour missions :

- de lancer l'appel à projets;
- d'analyser les projets présentés;
- de répartir les périodes entre les différentes catégories telles que reprises à l'article 3 du présent décret;
- de proposer au Gouvernement les critères d'octroi tels que définis à l'article 4 du présent décret et une liste des établissements bénéficiaires de périodes tels que définis à l'article 6 du présent décret;
- de faire le bilan des périodes utilisées dans le but de proposer de nouvelles actions et d'optimiser l'utilisation des périodes.

Ce bilan est consacré dans un rapport qui est transmis au Gouvernement pour le 31 mars de chaque année.

Il est composé comme suit :

- le Ministre ayant l'Enseignement de Promotion sociale dans ses attributions ou son (sa) délégué(e);
- la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire ou son (sa) délégué(e);
- l'Inspecteur(trice) chargé(e) de la coordination de l'inspection de l'Enseignement de Promotion sociale ou son (sa) délégué(e);
- Un représentant de l'Enseignement de Promotion sociale organisé par la Communauté française;
- Un représentant de l'Enseignement de Promotion sociale par organe de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné.

Le Comité de pilotage se réunit au moins deux fois par an. Il peut faire appel à des membres extérieurs à titre d'experts.

Le Ministre ayant l'Enseignement de Promotion sociale dans ses attributions, ou son représentant, en assure la présidence.

Le secrétariat du Comité est assuré par un membre de l'Administration et est chargé de convoquer les membres.

Le Gouvernement approuve le règlement d'ordre intérieur, sur proposition du Comité de pilotage, dans les six mois à dater de l'entrée en vigueur du présent décret.

**Art. 9.** Le présent décret entre en vigueur au 1<sup>er</sup> septembre 2009.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente  
et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,  
Mme M-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget,  
des Finances, de la Fonction publique et des Sports,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,  
Chr. DUPONT

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
M. TARABELLA

—  
Note

*Session 2008-2009.*

*Documents du Parlement.* — Proposition de décret, n° 679-1. — Avis du Conseil d'Etat, n° 679-2. — Amendements de commission, n° 679-3. - Rapport, n° 679-4.

*Comptes-rendus intégraux.* — Discussion. Séance du 27 avril 2009. Adoption. Séance du 28 avril 2009.

—  
VERTALING

**MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP**

N. 2009 — 2446

[C - 2009/29356]

**30 APRIL 2009. — Decreet betreffende de acties inzake alfabetisering en integratie in het onderwijs voor sociale promotie (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit decreet, dient verstaan te worden onder :

- Onderschoold publiek : de personen die ouder dan 18 zijn en die nooit school hebben gelopen of die, in hun moedertaal, de vaardigheden overeenstemmend met deze bekrachtigd door het getuigschrift basisstudies niet verworven of behouden hebben.
- Vereniging : een vereniging in de zin van de wet van 27 juni 1921 over de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen, zoals gewijzigd bij de wet van 2 mei 2002 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen.
- Opleidingseenheid : een opleidingseenheid bestaat uit een cursus of een geheel van cursussen die samengebracht worden omdat ze gemene doelstellingen nastreven en als dusdanig een pedagogisch geheel vormen op het niveau van de verwerving van kennis en/of vaardigheden (know-how).
- A- en B-lestijden : een lestijd beantwoordt aan 50 minuten. De B-lestijd behoort tot de B-categorie die de lestijden van het lager secundair onderwijs bevat en de A-lestijd behoort tot de A-categorie die de lestijden van het hoger secundair onderwijs bevat in het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1.
- FLE : heeft betrekking op de opleidingseenheden voor het Frans als vreemde taal.
- CFB : getuigschrift basisstudies (« certificat d'études de base »).

Samenwerkingsovereenkomst : de Samenwerkingsovereenkomst van 2 februari 2005 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest betreffende de ontwikkeling van overlegde beleidslijnen inzake de alfabetisering van volwassenen.

**Art. 2.** Dit decreet beoogt de verhoging van het aanbod van opleidingen inzake alfabetisering en FLE, alsook van de opleiding die toegang verleent tot het CEB in de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, en de verhoging van het aantal opleidingen inzake alfabetisering in gevangenisstraffen door de voorkeur te geven aan een partnerschap tussen het Onderwijs voor sociale promotie en de verenigingen van operators voor alfabetisering in gevangenisstraffen om het « onderschoold publiek » tegemoet te gaan.

**Art. 3.** Jaarlijks bepaalt de Regering het aantal lestijden die besteed zullen worden aan de acties bedoeld bij artikel 2 met een maximum van 20 000 B-lestijden genomen op de dotatie van het Onderwijs voor sociale promotie.

Deze lestijden worden jaarlijks verdeeld als volgt :

- a) een deel, ten belope van 50 % van de lestijden van iedere betrokken opleidingseenheid, wordt bestemd voor de inrichtingen voor het Onderwijs voor Sociale Promotie die hun belang voor de alfabetisering van volwassenen volgens de nadere regels bepaald in artikel 4 hebben bewezen;
- b) een deel, ten belope van 3 200 B-lestijden, die overeenstemmen met vier voltijdse equivalenten, wordt bestemd voor de inrichting van opleidingen inzake alfabetisering in gevangenisstraffen. Deze zullen verdubbeld worden door de tegemoetkoming van het Europees Sociaal Fonds gedurende de programmering 2007-2013. Het gebruik van deze periodes wordt gezamenlijk verzorgd door de gekozen inrichtingen voor het Onderwijs voor sociale promotie en de verenigingen die in de gevangenisstraffen werken volgens de nadere regels bepaald door de Regering;
- c) het saldo van de lestijden wordt bestemd voor de basisopleidingen in het Frans als vreemde taal (FLE) UFDA- en UFDB-niveau en voor de opleiding die toegang verleent tot het CEB.

**Art. 4.** Jaarlijks bepaalt de Regering, op de voordracht van het Sturingscomité bedoeld bij artikel 8, de criteria en de nadere regels voor de toekenning van de lestijden aan de inrichtingen voor het Onderwijs voor Sociale Promotie. Deze criteria en nadere regels houden rekening met de behoeften bewezen door de inrichtingen om aan de prioritaire doelstellingen van de Samenwerkingsovereenkomst te voldoen alsook van de vaststellingen bekendgemaakt door de Vaste sturingscommissie inzake alfabetisering van volwassenen.

**Art. 5.** Jaarlijks bepaalt de Regering de opleidingseenheden die verkozen kunnen worden alsook hun voorrangsorte om de prioritaire doelstellingen van de voornoemde Samenwerkingsovereenkomst te verwezenlijken.

**Art. 6.** De lestijden bedoeld bij artikel 3 worden door de Regering aan de inrichtingen voor het Onderwijs voor Sociale Promotie toegekend, op de voordracht van het Sturingscomité. Deze lestijden stemmen overeen met 50 % van de lestijden die noodzakelijk zijn voor de inrichting van deze opleidingen. Het overblijvende 50 % wordt door de inrichtingen ten laste genomen.

**Art. 7.** Elke opleidingsactie ingericht in de gevangenisstraffen overeenkomstig artikel 3, eerste lid, b), van dit decreet zal het voorwerp uitmaken van een overeenkomst tussen het hoofd van een inrichting voor het Onderwijs voor Sociale Promotie ingericht door de Franse Gemeenschap of de Inrichtende Macht, of zijn afgevaardigde, voor het Onderwijs voor Sociale Promotie gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en een vereniging die operator is inzake alfabetisering in de gevangenisstraffen zoals bedoeld bij artikel 2.

Het model van overeenkomst wordt door de Regering bepaald.

**Art. 8.** Dit decreet stelt een Sturingscomité in.

Het heeft tot opdracht :

- de oproep tot projecten in te leiden;
- de ingediende projecten te ontleden;
- de lestijden te verdelen over de verschillende categorieën zoals opgenomen in artikel 3 van dit decreet;
- aan de Regering de criteria voor te stellen voor de toekenning, zoals bedoeld bij artikel 4 van dit decreet en een lijst van de inrichtingen die de lestijden genieten zoals bedoeld bij artikel 6 van dit decreet;
- de balans te maken van de lestijden gebruikt met als doel nieuwe acties voor te stellen en het gebruik van de lestijden te optimaliseren.

Deze balans wordt bekrachtigd door een verslag dat ieder jaar aan de Regering tegen 31 maart overgezonden wordt.

Het bestaat uit :

- de Minister tot wiens bevoegdheid het Onderwijs voor Sociale Promotie behoort of zijn afgevaardigde;
- de Algemene directie niet-verplicht onderwijs of haar afgevaardigde;
- de Inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie van het Onderwijs voor Sociale Promotie of zijn afgevaardigde;
- een vertegenwoordiger van het Onderwijs voor Sociale Promotie ingericht door de Franse Gemeenschap;
- een vertegenwoordiger van het Onderwijs voor Sociale Promotie per vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de Inrichtende Machten van het gesubsidieerd onderwijs.

Het Sturingscomité vergadert minstens twee maal per jaar. Het kan een beroep doen op externe leden die deskundigen zijn.

De Minister tot wiens bevoegdheid het Onderwijs voor Sociale Promotie behoort of zijn vertegenwoordiger, neemt het voorzitterschap ervan waar.

Voor het secretariaat van het Comité wordt gezorgd door een lid van het bestuur. Dat lid zorgt voor de oproeping van de leden.

De Regering keurt het huishoudelijk reglement goed, op de voordracht van het Sturingscomité, binnen de zes maanden vanaf de inwerkingtreding van dit decreet.

**Art. 9.** Dit decreet treedt in werking op 1 september 2009.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel op 30 april 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente  
en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,  
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,  
C. DUPONT

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
M. TARABELLA

—  
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

*Stukken van het Parlement.* — Voorstel van decreet, nr. 679-1. — Advies van de Raad van State, nr. 679-2. — Commissieamendementen, nr. 679-3. — Verslag, nr. 679-4.

*Integrale verslagen.* — Bespreking. Vergadering van 27 april 2009. Aanneming. Vergadering van 28 april 2009.

---

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 2447

[C - 2009/29354]

### 14 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution de certaines dispositions du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et, notamment, son article 20;

Vu le décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse et notamment, ses articles 11, 1<sup>o</sup>, 33, 34, 35, 62, 67, 68, 69, 80, 81, 82, 83, 84, 85.

Vu l'avis de la Commission consultative des organisations de jeunesse, donné le 12 mars 2009;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 mars 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 mai 2009;

Vu l'avis 46.453/4 de la section de législation du Conseil d'Etat, donné le 15 avril 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence, motivée par le fait que les dispositions du présent arrêté portent exécution de dispositions transitoires du décret précité, lesquelles sont par nature destinées à s'appliquer immédiatement, dès l'entrée en vigueur de celui-ci. Dès lors que ces dispositions transitoires - et leur exécution par le Gouvernement de la Communauté française - conditionnent le maintien du subventionnement des associations qu'elles visent, le présent arrêté doit être adopté au plus vite, et ce d'autant plus que la toute prochaine échéance de la législature risque, si le présent arrêté n'est pas adopté avant, d'en retarder l'adoption au préjudice des associations concernées et, plus généralement, des bénéficiaires de leurs activités.